

OCTOBRE 2014

AMNESTY  
INTERNATIONAL 

# SYRIE : TÉMOIGNAGES DE CRISE

REGARD DU MOIS SUR LA CRISE DES DROITS HUMAINS EN SYRIE



## « LES CONDITIONS SONT ÉPOUVANTABLES, C'EST UNE CATASTROPHE » AMNESTY INTERNATIONAL S'ENTRETIENT AVEC DES CIVILS DÉPLACÉS ORIGINAIRES DE KOBANÉ, PRÈS DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA SYRIE ET LA TURQUIE

Kobané est une ville syrienne située près de la frontière turque, dans le gouvernorat d'Alep, et dont la majorité de la population est kurde. Depuis juillet 2012, la ville est tenue par les Unités de protection du peuple (YPG), le groupe armé lié au Parti de l'union démocratique kurde. Des affrontements opposent depuis juillet 2013 les YPG au groupe armé qui se fait appeler État islamique (EI), mais les combats se sont intensifiés et ont radicalement changé d'ampleur en juillet 2014. La progression de l'EI a forcé un grand nombre de civils à fuir leur foyer, principalement vers la Turquie, où pas moins de 200 000 habitants de Kobané ont cherché refuge.

La frontière turque est désormais en partie fermée et des centaines de civils venus de Kobané sont bloqués dans les zones désolées qui la bordent, parfois parce que l'entrée en Turquie leur a été refusée. C'est le cas de Shorash\*, qui a expliqué à Amnesty International, le 20 octobre : « Je suis dans le no man's land. Nous avons essayé d'entrer en Turquie, mais je n'y suis pas autorisé. Je ne sais pas pourquoi. J'ai demandé à un garde-frontière turc et je ne suis quand même pas autorisé à passer la frontière. »

Des personnes déplacées, venues de Kobané et bloquées près de la frontière turque. © Amnesty International



Shorash poursuit : « On est là depuis 35 jours. J'ai quitté mon village, Tel Ghazal, à la périphérie de Kobané, quand les bombardements de l'EI se sont intensifiés. Nous avons fui vers la frontière à la recherche d'un refuge. On pense que seules quelques personnes âgées sont restées, des gens qui ne pouvaient pas faire le trajet.

« À cet endroit de la frontière, il y a maintenant entre 300 et 400 personnes. Sur les 700 qui étaient ici avant, dans cette zone précise, la plupart sont passées en Turquie illégalement, en payant les gardes-frontière turques. La situation humanitaire est très difficile, l'hiver est arrivé et nous n'avons nulle part où aller. Nous sommes encerclés par l'EI au sud, à l'est et à l'ouest, et au nord il y a la frontière turque.

« Nous n'avons pas de tentes et les gens dorment sans abri. Certains ont une voiture et ils peuvent dormir dedans. Ces derniers jours il a plu et on a beaucoup souffert. Beaucoup de ceux qui sont partis de Kobané au début des affrontements n'ont pas apporté de couvertures parce qu'il faisait chaud à ce moment-là. Ils pensaient qu'ils rentreraient rapidement chez eux, mais on ne peut plus y retourner.

« On n'a pas d'assistance médicale ici. La nuit dernière, un garçon a été blessé par une mine. On a appelé une ambulance, elle a mis deux heures pour arriver et l'emmener vers un hôpital en Turquie. Il est arrivé la même chose à un autre garçon et il a attendu l'ambulance pendant trois heures. »

D'autres personnes, comme Abu Ali\*, ne veulent pas entrer en Turquie car cela les obligerait à abandonner leur voiture, l'un des rares biens qu'il leur reste. Il a déclaré à Amnesty International, le 19 octobre : « Je suis dans le no man's land depuis 35 jours avec ma femme et huit de mes enfants. La situation est terrible, il n'y a rien à manger et on a tous faim. Je ne veux pas emmener ma famille en Turquie. C'est pour ça que je n'ai pas essayé de traverser la frontière, parce que je n'en ai pas les moyens et que je ne sais pas ce que nous deviendrions là-bas.

« Si je vais en Turquie, je devrai abandonner ma voiture et c'est tout ce que je possède à l'heure actuelle. Nous sommes pauvres. Si nous allons en Turquie, nous



De la fumée s'élève au-dessus de Kobané après des frappes aériennes menées par les États-Unis. © Amnesty International

finirons dans la rue. On obtient parfois à manger mais pas suffisamment et les enfants sont gelés. Récemment, des bénévoles kurdes nous ont apporté des couvertures mais à quoi sert une seule couverture face au froid et à la pluie ? Nous dormons généralement dans nos voitures. Chaque famille dort dans sa voiture. Nous avons besoin de plus d'aide. Nous avons besoin de nourriture et de soins médicaux de base. Nous ne voulons pas être des réfugiés en Turquie. Nous voulons de l'aide pour les nôtres, ici et à Kobané, pour pouvoir tous rentrer chez nous. »

Amnesty International s'est également entretenue, le 17 octobre, avec un travailleur humanitaire syrien qui aide les personnes bloquées à la frontière. Il a expliqué : « Nous distribuons tout ce que nous avons sous la main. Nous l'acheminons jusqu'à la frontière et nous le donnons à une équipe située de l'autre côté de la frontière, composée de personnes déplacées, qui s'occupe de la répartition. Les conditions sont épouvantables, c'est une véritable catastrophe.

« Le temps a changé et il s'est mis à pleuvoir. Ces gens vivent en plein air. Cette semaine, nous avons fourni 3 000 couvertures, mais ce n'est pas suffisant. Ils sont encore complètement exposés. Ils ont besoin d'un programme d'aide qui réponde à leurs besoins en matière d'alimentation et de santé, et il n'y en a tout simplement pas. Des enfants attrapent froid et ont de la fièvre, certains ont de la diarrhée, mais qu'est-ce qu'on peut faire ?

« Nous espérons obtenir un soutien financier pour pouvoir commencer à prendre en charge la distribution de médicaments. Même avec des financements, ça prend beaucoup de temps d'obtenir les permissions à chaque fois que nous voulons distribuer quelque chose. Il y a beaucoup de paperasse. La situation est désespérée et les gens risquent leur vie en essayant de traverser la frontière en courant la nuit. S'ils se font prendre par les gardes-frontière, ils risquent d'être humiliés et roués de coups. »

\*Les noms ont été changés.



Des personnes déplacées, venues de Kobané et bloquées près de la frontière turque. © Amnesty International

## FOCUS - KHALIL MATOUQ

### « SON ABSENCE EST INHUMAINE, LE RÉGIME NE SUPPORTAIT PAS SON SANG-FROID ET SON SOURIRE »



© Amnesty International

L'avocat spécialiste des droits humains Khalil Matouq et son ami et collègue Mohamed Thatha ont été victimes d'une disparition forcée le 2 octobre 2012 alors qu'ils se rendaient à leur bureau à Damas. Ni l'un ni l'autre n'a été revu depuis et les autorités n'ont fourni aucune information concernant l'endroit où ils se trouvent et ce qui leur est arrivé. On pense qu'ils ont été arrêtés à un poste de contrôle du gouvernement par des membres des forces de sécurité syriennes. Des informations fragmentaires, obtenues notamment auprès d'anciens détenus, suggèrent que Khalil Matouq a été détenu dans

divers centres de détention du gouvernement, y compris la célèbre Section Palestine du Service de renseignement militaire.

Il semble que Khalil Matouq ait été arrêté en raison de son travail en faveur des droits humains, et Mohamed Thatha en raison de ses liens avec Khalil Matouq. Amnesty International considère donc ces deux hommes comme des prisonniers d'opinion qui devraient être libérés immédiatement et sans condition. L'état de santé de Khalil Matouq suscite des craintes particulières : il souffre d'une maladie des poumons à un stade avancé et éprouve de graves difficultés pour respirer.

L'un des plus proches amis de Khalil Matouq, Anwar al Bunni, a expliqué à Amnesty International :

« En tant qu'avocats nous travaillions main dans la main. Nous avons passé du temps ensemble chaque jour pendant 25 ans. C'est un ami, un collègue et un frère, qui défend des prisonniers politiques en Syrie depuis le début des années 1990. Il est connu pour son visage souriant, quelles que soient les circonstances, et bien souvent c'est son sang-froid et son sourire qui m'ont évité des ennuis quand nous travaillions sur des affaires concernant des détenus. Pour moi, il était un rempart qui me protégeait du comportement souvent désobligeant des autorités et nous formions une équipe épatante.

« Il m'a soutenu durant toute la période où j'ai moi-même été emprisonné, il n'a jamais cessé de me rendre visite et nous étions en permanence en contact, poursuivant notre travail. Il n'hésitait pas une seconde s'il pouvait faire quoi que ce soit pour moi ou pour ma famille.

« Son absence est inhumaine, le régime ne supportait pas son sang-froid et son sourire. Mon ami, ton sourire est toujours avec moi, tu ne m'as jamais quitté. »

La sœur d'un ancien prisonnier d'opinion se souvient de la manière dont Khalil Matouq a aidé sa famille :

« Khalil Matouq nous a soutenus quand il travaillait sur l'affaire de mon frère... Il a défendu mon frère alors que beaucoup d'autres avaient perdu tout intérêt pour son affaire. Et maintenant, Khalil lui-même est en prison, lui qui a toujours défendu les droits humains. Il mérite d'être libre. »

Maha Abushama, défenseure des droits humains, confirme :

« Aucune parole ne saurait rendre justice à Khalil Matouq. C'est l'avocat spécialiste des droits humains chevronné et altruiste qui a défendu des prisonniers d'opinion syriens de tous les horizons politiques, idéologiques, religieux et communautaires sans la moindre hésitation ni le moindre préjugé. Mais ses convictions et son engagement, authentique et admirable, dans son travail en faveur des droits humains ne sont qu'une infime partie de ce qui le rend exceptionnel. C'est l'humanité sans prétention qui se dégage de lui, son sourire chaleureux, sa bonne humeur inébranlable et son humour plein d'esprit, même dans les moments les plus durs, qui enveloppent et touchent profondément chaque personne qui a eu la chance de le rencontrer. La perspective de nos conversations m'était toujours agréable, en dépit des sujets sombres que nous abordions puisqu'il s'agissait bien souvent de rassembler des informations sur une nouvelle violation des droits humains. La chaleur dans sa voix et les plaisanteries qu'il

parvenait toujours à lancer étaient une telle source de réconfort... Khalil, vous nous manquez cruellement. »

Le journaliste et militant politique Ali al Abdullah se souvient de sa première rencontre avec Mohamed Thatha : « [J'ai vu] un homme aux longs cheveux gris avec un petit sourire, un ami et voisin de Khalil qui s'était proposé pour le conduire dans le centre-ville depuis la banlieue. »

Il décrit son ami Khalil comme quelqu'un qui « mérite la solidarité de chacun d'entre nous parce que pendant des années il a fait preuve de solidarité sans distinction envers des personnes détenues arbitrairement. Il a été arrêté parce qu'il a cherché à faire libérer des milliers de personnes détenues arbitrairement, arrêté pour son rire et son sourire gracieux. Liberté pour Khalil Matouq et Mohamed Thatha et tous les prisonniers d'opinion. Et la liberté approche. »



© Amnesty International